

Admissibilité du demandeur — Autoévaluation

Veuillez répondre aux questions suivantes.

Une réponse négative vous indique que votre organisation est non admissible au programme.

Les organisations admissibles à l’EPRTNT sont les suivantes :

- Les entreprises touristiques :
 - Les organismes à but lucratif (OBL),
 - Les organismes à but non lucratif (OBNL),
 - Les coopératives;
- Les entités municipales; ☐
- Les communautés et les nations autochtones reconnues par l’Assemblée nationale, ainsi que les organismes et entreprises touristiques autochtones;
- Les associations touristiques régionales avec l’appui de partenaires financiers pour chacun des projets soumis;
- Tout regroupement de ces clientèles.

Votre organisation est-elle admissible à l’EPRTNT?

Une organisation faisant partie des trois catégories suivantes n’est pas admissible à l’EPRTNT :

- Une société d’État, un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec ou du Canada;
- Une organisation répertoriée non conforme au processus de francisation de l’Office québécois de la langue française; ☐
- Une organisation inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

Votre organisation est-elle admissible à l’EPRTNT?

Votre organisation est-elle légalement constituée en vertu des lois du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, et fait-elle des affaires au Québec? ☐

Votre organisation a-t-elle respecté, le cas échéant, ses engagements envers l’ATR, le ministère du Tourisme ou tout autre partenaire du programme lors de l’attribution d’une précédente subvention? ☐

Si vous exploitez un établissement d’hébergement touristique, respectez-vous les lois et règlements en vigueur concernant ce type d’établissement et détenez-vous un numéro d’enregistrement? ☐

Si votre organisation exerce ses activités dans le secteur du tourisme de nature et d’aventure, respecte-t-elle les [normes du programme d'accréditation « Qualité-sécurité » d’Aventure Écotourisme Québec](#), ou a-t-elle amorcé une démarche pour s’y conformer, ou s’engage-t-elle à entreprendre une telle démarche? ☐

Si votre organisme est un OBL de plus de 100 employés et que vous obtenez une aide financière de 100 000 \$ ou plus, vous engagez-vous à implanter un programme d’accès à l’égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne? ☐

Si votre organisation emploie 25 personnes ou plus durant une période de 6 mois, vous engagez-vous à vous inscrire à l’Office québécoise de la langue française (OQLF) concernant l’exigence de conformité (La francisation des entreprises) et de fournir une pièce d’attestation d’inscription ou de certification délivrée par l’OQLF? ☐

Admissibilité du projet — Autoévaluation

Le projet répond-il aux projets admissibles dans la catégorie Études et services-conseils? ☐

Une aide financière peut être accordée à une organisation pour donner un contrat à un consultant afin de réaliser une étude, un diagnostic, un accompagnement individuel en entreprise, des services-conseils ou tout autre projet visant :

- l’amélioration de ses pratiques d’affaires;
- le développement des compétences de la main-d’œuvre;
- le service à la clientèle;
- ses besoins numériques;
- le développement d’un nouveau projet ou d’une nouvelle activité;
- le développement et la mise en place de politiques, de pratiques ou d’initiatives responsables et durables;
- l’identification de solutions visant d’assurer la pérennité des activités de l’entreprise, l’actualisation de son modèle d’affaires, son adaptation aux défis sociaux, environnementaux et technologiques ainsi que la mise en place de projets innovants.

Le mandat doit être réalisé par une firme spécialisée ou une organisation reconnue, à la suite d’un appel d’offres de service (deux soumissions sont requises).

Le projet répond-il au premier objectif du programme? ☐

1. Stimuler l’économie des régions par :
- le développement d’une offre touristique responsable et durable;
 - la mise en valeur d’une offre touristique innovante;
 - le développement de nouveaux créneaux pour les entreprises touristiques ayant des retombées positives pour la région et sa collectivité.

Le projet répond-il au deuxième objectif du programme? ☐

2. Accroître la force d’intervention des entreprises touristiques par :
- la mise en place d’actions ou l’adoption de meilleures pratiques notamment en matière de responsabilités sociales et environnementales des entreprises touristiques,
 - l’intégration de solutions innovantes, dont les technologies numériques.

Sont non admissibles, les projets suivants :

- de gîtes touristiques, de copropriétés hôtelières (condotels);
- de pistes cyclables, de sentiers de motoneige;
- de la restauration et du commerce de détail;
- de développement de contenu de formation;
- du secteur des jeux de hasard;
- de lieux dédiés à la vente et à la consommation d’alcool;
- en lien avec le développement de parcours de golf;
- de moins de quatre résidences de tourisme ou les organisations louant moins de quatre résidences de tourisme sur un même site après la réalisation du projet;
- d’acquisition d’entreprise.
- de plans d’affaires, de plans marketing, de plans de développement local et régional récurrents;
- des études et sondages requis pour adresser une demande d’aide financière à d’autres programmes ou pour répondre aux exigences d’un autre ministère.

Le projet est-il exclu des secteurs non admissibles au programme?

☐

Le projet présente-t-il un coût minimal de 15 000 \$

☐

L’aide financière demandée est-elle égale ou inférieure à l’aide maximale possible de 30 000 \$?

☐

Le projet présente-t-il la mise de fonds minimale requise (% des coûts totaux du projet)?

☐

| Clientèles admissibles | Mise de fonds minimale du promoteur |
|---|-------------------------------------|
| OBL | 50 % |
| OBNL, Coopérative | 20 % |
| Entité municipale | 20 % |
| Communauté, organisme ou nation autochtone | 10 % |
| Regroupement de clientèles | 20 % |
| Tout organisme réalisant un projet situé aux Îles-de-la-Madeleine | 10 % |

Le cumul des aides gouvernementales demandées est-il respecté (% des coûts admissibles du projet)?

☐

| Clientèles admissibles | Cumul maximal des aides gouvernementales |
|---|--|
| OBL | 50 % |
| OBNL, Coopérative | 80 % |
| Entité municipale | 80 % |
| Communauté, organisme ou nation autochtone | 90 % |
| Regroupement de clientèles | Selon les types d’organismes, le % le moins élevé s’applique |
| Tout organisme réalisant un projet situé aux Îles-de-la-Madeleine | 90 % |

Le projet ne bénéficie pas d’une aide financière non remboursable provenant du PARIT, ou encore de tout autre programme mis en place par le MTO ou ses partenaires, si applicables.

☐

Est-ce que la demande respecte cette condition?

| | |
|--|--------------------------|
| Le projet ne doit pas être déjà réalisé ou en cours de réalisation au moment de la date de dépôt de la demande. | <input type="checkbox"/> |
| Est-ce que la demande respecte cette condition? | |
| Disposez-vous des documents exigés au dépôt de la demande? | |
| Formulaire rempli et signé TRANSMIS EN FORMAT EXCEL. | <input type="checkbox"/> |
| Copie du devis d’appel d’offres précisant la problématique, les objectifs de la démarche, la méthodologie (s’il y a lieu), l’échéance et les livrables attendus. | <input type="checkbox"/> |
| Deux offres de services professionnels (soumissions). | <input type="checkbox"/> |
| Si applicable, un certificat ou une certification autochtone permettant de reconnaître le statut autochtone de l’OBL, de l’OBNL ou de la coopérative (cela permet de déterminer le taux d’aide). | <input type="checkbox"/> |
| Résolution du conseil d’administration (ou l’équivalent) mandatant le signataire de la demande d’aide financière à ce programme et tout document pertinent à la demande. | <input type="checkbox"/> |
| Confirmation des partenaires financiers, si disponible. | <input type="checkbox"/> |
| Pour les entreprises de tourisme de nature et d’aventure, un document prouvant qu’elles respectent les normes du <u>programme d'accréditation Qualité-Sécurité</u> d’Aventure Écotourisme Québec, qu’elles ont amorcé une démarche pour se conformer aux normes de ce programme ou qu’elles s’engagent à entreprendre une telle démarche. | <input type="checkbox"/> |
| Pour les organisations qui exercent des activités au Québec et qui, durant une période de 6 mois, emploient 25 personnes ou plus, une pièce d’attestation ou de certification délivrée par l’OQLF faisant foi du respect de l’exigence de conformité. | <input type="checkbox"/> |
| Documents complémentaires optionnels | |
| Lettres d’appui Stratégie marketing Études antérieures reliées à cette demande Politique, plan stratégique ou plan d’action en développement durable Politique, plan stratégique ou plan d’action lié à la gestion des ressources humaines | <input type="checkbox"/> |
| Vous engagez-vous à produire les documents exigés pour la reddition de compte? | |
| 1 ^{er} versement : | <input type="checkbox"/> |
| Le premier versement, d’un montant correspondant à 60 % du montant de l’aide, sera versé après réception des documents attestant l’obtention du financement nécessaire à la réalisation du Projet (à noter que 100 % du financement doit être confirmé et validé). Ce premier versement sera effectué dans les meilleurs délais suivant la signature de la convention. | |
| 2 ^e versement à la fin des travaux : | <input type="checkbox"/> |
| Transmission des documents suivants : – Un état des résultats signé par les administrateurs, faisant état du coût total réel, celui de chaque élément du projet et des sources de financement du projet; – Une copie de l’étude réalisée ou du rapport/diagnostic/analyse de besoins réalisés; – Une preuve d’acquittement de la totalité des frais de service de contrat; – Autres documents selon la nature du projet. | |